

[Texte]

balked at limits on CFC production, and have not signed the protocol. They argue that Third World countries should not be held responsible for depletion of the ozone layer, and that the technology for production of CFC alternatives now being developed in industrial countries, should be provided as development assistance or at a very low cost to the Third World. What is CIDA's strategy in response to the position of China, India and the other non-signatories of the Montreal Protocol?

Ms Wetherup: Our position is based on the understanding that although developing countries have 80% of the world's population, they produce only 20% of the pollution. When you ask a developing country to freeze or reduce their emissions at the same rate as the developed countries, you maintain that imbalance. The position of developing countries has been quite clear. We need additional funds and we need projects or policies from donor countries whereby the help we receive from you to enhance our living standards is supplemented with additional funds to meet the environmental challenge. They often talk about not conditionality but additionality. Their position is not that they are against reductions, but they are against having conditions imposed on them that would tax their economies—which are already strained—without any additional funds to meet the standards.

It is a complex issue, one that is being discussed extensively in multilateral forums, and one that will be with us for quite a few years.

Mr. Lamoureux: One of the big issues currently on the table is the size of the additionality. Some countries pretend we are in the multibillions for CFCs alone. Forget about climate change—it is a much broader issue and much more complex. Some countries say they will require a multibillion dollar additionality for CFCs. Other studies say perhaps \$400 million will do it. A series of case studies are being conducted in specific developing countries to better appreciate their requirements for meeting the intent of the Montreal Protocol, as well as the financial burden it will impose on these countries. CIDA is funding is one such study. Eight of them are going on right now. We are funding one in Malaysia which is just beginning.

Once we better appreciate the global demand for such funds, governments will be in a better position to decide how best to tackle it. ODA is certainly not going to be the primary source of funding for such a large amount of money. Total ODA in the world right now is on the order of \$52 billion each year. In terms of demands for the environment, doubling that amount would still be just scratching the issue of total demand for environmental problems in the world

[Traduction]

établies dans ce protocole en matière de production de CFC, et c'est pourquoi ils refusent de le signer. Ils font valoir qu'il ne faut pas tenir les pays du Tiers monde responsables de l'appauvrissement de la couche d'ozone, et que la technologie actuellement étudiée dans les pays industrialisés pour remplacer les CFC devrait être fournie au Tiers monde sous forme d'aide au développement, ou en tout cas à très bas prix. Quelle est la réponse de l'ACDI à cette position de la Chine, de l'Inde et des autres pays qui n'ont pas signé le protocole de Montréal?

Mme Wetherup: Nous savons parfaitement que les pays en développement, qui ont 80 p. 100 de la population mondiale, ne produisent que 20 p. 100 de la pollution. Si on demande à un pays en développement de réduire ses émanations polluantes au même rythme que les pays développés, on perpétue ce déséquilibre. La position des pays en développement est donc parfaitement claire: ils ont besoin de crédits supplémentaires, ou de projets, des pays donateurs de sorte que l'aide visant à rehausser le niveau de vie de leur population soit assortie des crédits nécessaires à la protection de l'environnement. Leurs représentants parlent souvent non pas d'aide conditionnelle, mais plutôt additionnelle. Loin de s'opposer à la réduction des émanations polluantes, ils s'opposent seulement à ce qu'on leur impose des conditions risquant de mettre leurs économies en danger, alors qu'elles sont déjà en difficulté, et sans qu'on leur fournisse les crédits supplémentaires que suppose le respect des normes internationales.

C'est un problème très complexe, qui fait l'objet de maintes discussions dans les tribunes multilatérales, et je suis certain que nous en serons saisis pendant encore de longues années.

M. Lamoureux: Une des questions les plus importantes à cet égard concerne l'ampleur de cette aide additionnelle. Certains pays prétendent qu'il faudra des milliards de dollars uniquement pour lutter contre les CFC. Ne parlons pas de changements climatiques, c'est une question beaucoup plus vaste et beaucoup plus complexe. D'autres spécialistes affirment que le problème des CFC pourrait être résolu à un coût global d'environ 400 millions de dollars. Des études de cas sont en cours de réalisation dans certains pays en développement de façon à mieux cerner leurs besoins, dans le cadre du protocole de Montréal. Huit études de cette nature sont en cours, et l'ACDI en finance une, en Malaisie, qui commence tout juste.

Quand nous connaissons mieux toute la nature des besoins en la matière, les gouvernements seront mieux à même de prendre une décision. Il est certain que l'APD ne pourra pas constituer la principale source de financement dans ce secteur. À l'heure actuelle, le total de l'APD, à l'échelle mondiale, est de l'ordre de 52 milliards de dollars par an. Si on doublait cette somme, on ne ferait qu'effleurer les problèmes environnementaux du monde, et on